

"Pour surveiller le respect de l'embargo contre la Serbie - L'UEO entre en action sur le Danube" dans Le Monde (26 juin 1993)

Légende: Le 26 juin 1993, le quotidien français Le Monde détaille l'opération de police et de douane menée par l'Union de l'Europe occidentale (UEO) sur le Danube afin d'assister les autorités bulgares, hongroises et roumaines dans le respect de l'application des sanctions imposées par les Nations unies à l'encontre de République fédérale de Yougoslavie.

Source: Le Monde. 26.06.1993. Paris.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"pour_surveiller_le_respect_de_l_embargo_contre_la_serbie_l_ueo_entre_en_action_sur_le_danube"_dans_le_monde_26_juin_1993-fr-ee821890-e2bf-4d67-8a23-75b6f5ee6705.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

Pour surveiller le respect de l'embargo contre la Serbie - L'UEO entre en action sur le Danube

Amarrés bord à bord à la berge roumaine de Calafat, face à Vidin, située à quelques centaines de mètres, sur la rive bulgare du Danube, l'Oltenita et le Carpati pourraient n'être que deux de ces bâtiments qui sillonnent régulièrement le fleuve, si ce n'était la présence à babord de deux puissantes vedettes de la garde financière italienne et les allées et venues sur le pont de gendarmes français en uniforme.

Loués pour six mois à un armateur roumain, les deux bateaux de croisière abritent depuis dimanche 20 juin la base opérationnelle de la mission de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) assistant les autorités roumaines, hongroises et bulgares pour faire respecter l'embargo sur le Danube, sous le commandement du colonel Pistone de la Guardia di Finanza. Dotée de meilleures infrastructures, Vidin devait initialement accueillir le PC de l'UEO, Calafat n'héritant alors que d'une antenne de contrôle. Mais Sofia, tout comme Bucarest d'ailleurs, veut ménager les susceptibilités du voisin serbe. " Après avoir accepté l'offre d'assistance technique de l'UEO, les autorités bulgares ont insisté pour que le point de contrôle installé sur leur territoire ne soit pas trop proche de la frontière avec la Serbie ", indique-t-on de source diplomatique.

Le plan mis au point courant mai par les experts de l'UEO a donc subi quelques modifications. Sur le fond, néanmoins, la tactique reste la même. Depuis quelques jours, la Serbie est prise en tenailles : les entrées et sorties par le Danube sont strictement contrôlées. En amont sur la partie hongroise du fleuve, les contrôleurs et les équipages allemands et néerlandais de l'UEO ont investi le port de Mohacs. En aval, Calafat compte 119 personnes, dont 68 Italiens et 20 gendarmes français. Le point de contrôle bulgare de Roussé est tenu par les Allemands et les Espagnols. Enfin, une équipe installée à Galati, port roumain situé pratiquement à l'embouchure du fleuve, complète le dispositif. Au total, la force de l'UEO compte près de 250 hommes et sept vedettes dans ces trois pays.

Recours à la force

Officiellement, il ne s'agit que d'une assistance technique. " Selon les termes du mémorandum signé le 20 mai dernier à Rome entre les différentes parties, nous ne sommes là que pour fournir une aide en matériel et en personnel. La responsabilité du respect de l'embargo ne dépend que des Etats riverains, dont un représentant est présent dans chaque équipe de contrôle ", insiste le commandant de gendarmerie Chipoy, placé à la tête des vingt gendarmes français. Les bateaux ne sont pas armés et les équipes de contrôle ne sont dotées que de pistolets automatiques et uniquement lors de leurs patrouilles sur le fleuve. Mais dans l'éventualité d'un recours à la force pour arrêter un bateau récalcitrant, les positions sont moins claires. " Je ne sais pas qui en prendra la décision et il faut espérer qu'un tel cas ne se présentera pas ", reconnaît un douanier roumain. En janvier dernier, plusieurs convois serbes chargés en Ukraine avaient d'ailleurs profité de tergiversations roumaines pour violer l'embargo.

Aujourd'hui, le dispositif mis en place semble suffisamment dissuasif pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise. D'autant que l'initiative de l'Union de l'Europe occidentale vient s'ajouter aux " missions d'assistance aux sanctions " établies depuis plusieurs mois par la CSCE dans différents ports situés tout au long du Danube depuis l'Ukraine jusqu'en Hongrie. Tout en se déclarant " satisfaites " de cette aide technique, les autorités roumaines laissent d'ailleurs entendre que cela " fait tout de même beaucoup de monde ". " Surtout que depuis des mois il ne passe plus qu'un ou deux bateaux par jour ", ajoute un douanier.

CHATELOT CHRISTOPHE